

ducteurs de tabac. On a parlé de plusieurs domaines de la production, mais les producteurs de tabac à cigarettes, tant de l'Ontario que du Québec, sont aux prises avec de graves difficultés qui entravent l'exploitation de cette industrie très importante, et je demanderais à l'honorable ministre de l'Agriculture d'en discuter sérieusement avec l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Munro) et de le ramener à de meilleurs sentiments.

Je voudrais, en passant, féliciter l'honorable ministre de l'Agriculture, qui a affecté, l'an dernier, des crédits supplémentaires à l'amélioration des sols et l'agrandissement des terres servant à la culture du tabac dans certains secteurs du pays. Mais, d'autre part, ce qui m'inquiète beaucoup, et plus particulièrement les producteurs de tabac, c'est l'attitude de l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. C'est la deuxième fois que je reviens sur ce point, parce que je pense que cette industrie est d'une importance capitale pour certaines régions du Canada.

Ma circonscription compte près de 95 p. 100 des producteurs de tabac à cigarettes de la province de Québec, ce qui en fait une région productrice de tabac de ce genre plus importante encore que l'Ontario, bien que l'on compte dans cette province un nombre considérable d'importants producteurs de tabac. Mais bien qu'il s'agisse d'une des rares cultures qui n'ont pas besoin du gouvernement pour survivre, l'attitude qu'affiche depuis un an l'honorable ministre de la Santé nationale et du Bien-être social est de nature à nous inquiéter, puisqu'elle met le sort de cette industrie en jeu.

J'espère que l'honorable ministre du Revenu national (M. Côté) répondra à une demande que j'ai faite il n'y a pas longtemps, à savoir quelle somme d'argent il retire de cette industrie.

● (9.40 p.m.)

Il est entendu que nous sommes prêts à aider le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à combattre les abus, qui ne se limitent malheureusement pas à l'usage de la cigarette.

Tous les députés reconnaissent qu'il faut combattre les abus, mais on n'a pas de preuve concluante que la cigarette cause le cancer. Plusieurs autres produits pourraient probablement avoir le même effet. J'ose espérer que le ministre de l'Agriculture fera en sorte que les producteurs de tabac ne soient plus inquiets et qu'ils puissent compter non seulement sur le gouvernement, mais sur tous les députés pour pouvoir continuer l'exploitation d'une industrie qui permet à plusieurs citoyens canadiens de gagner leur vie.

[M. La Salle.]

Je voudrais aussi dire quelques mots sur les responsabilités de la *Commission canadienne du lait*. Depuis longtemps, les producteurs de lait réclament la tenue d'un débat d'urgence, ce que le gouvernement n'a pas encore jugé bon de faire. Pour ma part, je partage totalement l'avis des producteurs de lait, qui demandent que le gouvernement expose clairement la politique de la Commission.

Il est regrettable de constater qu'on laisse à la *Commission canadienne du lait* le soin d'annoncer certaine politique, toujours un peu plus sévère et draconienne, tous les ans. On laisse même entendre qu'il y aurait 2,000 ou 2,500 producteurs de lait de trop, mais les responsables n'ont pas encore eu le courage de le dire bien clairement, à cause de la rentabilité politique. Toutefois, la Commission canadienne du lait se fait le porte-parole du gouvernement et je me demande si nous ne pouvons pas exiger que nos gouvernants aient au moins le courage et l'honnêteté d'exposer clairement la politique laitière et de faire comprendre aux producteurs, si petits soient-ils, qu'ils ne peuvent plus continuer leur exploitation!

Une voix: Qu'en pensez-vous?

M. La Salle: Ce que j'en pense? C'est qu'on a trop facilement reconnu l'existence d'un excédent et qu'on n'a pas pensé, par ailleurs, à en disposer en fournissant gratuitement du lait à tous les écoliers du pays.

De plus, pourquoi ne chercherait-on pas à transformer ce lait pour nourrir les animaux comme on l'a fait avec succès aux États-Unis? Au Canada, on en a parlé, il y a un an, mais on n'a rien fait. Je me demande si le gouvernement a l'intention de faire quelque chose à ce sujet. S'il s'agissait, pour un simple député d'une circonscription rurale, de faire une recommandation semblable, je serais honoré de la proposer.

Comme le ministre de l'Industrie et du Commerce doit être très intéressé à l'expansion de l'industrie du tabac, je me demande ce qu'il adviendra de cette politique de prix de soutien et de restrictions à l'importation. Il ne suffit pas d'en parler; il faudrait agir.

Je suis profondément convaincu qu'une des façons d'aider les producteurs, c'est de restreindre l'importation de nos produits maraîchers. Le comité de l'agriculture, qui compte un certain nombre de députés ministériels, l'a reconnu. On a, par exemple, constaté que du côté sud nous possédions 50,000 acres d'humus,—terre très propice à la culture maraîchère—dont seulement 15,000 sont exploitées. Il va sans dire qu'une politique restreignant l'importation de ces produits permettrait aux Québécois de cultiver la terre à 100 p. 100 et, partant, de vivre plus honorablement.